



Des politiques non agricoles pour développer la production agricole ?

Ghislain Brégeot

► To cite this version:

Ghislain Brégeot. Des politiques non agricoles pour développer la production agricole ?. De la terre aux aliments, des valeurs aux règles, Jun 2010, Nantes, France. pp.433-438. hal-00925621

HAL Id: hal-00925621

<https://hal.science/hal-00925621>

Submitted on 9 Jan 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



DES POLITIQUES NON AGRICOLES POUR DEVELOPPER LA PRODUCTION AGRICOLE ? *

Ghislain BRÉGEOT
Directeur d'IFAID Aquitaine

La production agricole vise traditionnellement deux objectifs majeurs : la production alimentaire (humaine ou animale) et la production de matières premières destinées à la fabrication de produits industriels non alimentaires (tissus à partir du coton, du lin, fabrication de colle à partir du gluten de la pomme de terre, carburant à partir de la betterave à sucre, de la canne à sucre, du maïs ou du soja ; pneumatiques à partir de l'hévéa, etc...). On peut ajouter à ces deux productions les productions horticoles, qui ne sont ni alimentaires, ni à destination industrielle, mais plus décoratives ou de loisirs.

Pour réaliser ces productions, les agriculteurs ont besoin de terres, d'intrants (semences, engrais, produits phytosanitaires, machines agricoles) et de main d'œuvre. En fonction des ressources dont il dispose, l'agriculteur opte pour un système de production¹ qui lui est propre et adapte son système d'exploitation² à l'environnement dans le quel il se situe.

Ainsi, l'abondance de terres, qui a longtemps caractérisé les systèmes agraires de part le monde, a conduit à un système de production dit extensif. L'augmentation constante de la population a conduit à une raréfaction des terres et à une intensification des systèmes de production contraignant les agriculteurs à utiliser de plus en plus d'intrants pour répondre aux besoins sans cesse croissants de la population.

Les politiques agricoles menées par la plupart des États ont accompagné ces mutations vers une agriculture de plus en plus intensive, avec des appuis à la mécanisation ou à l'utilisation d'intrants. L'objectif de ces politiques agricoles était – et est toujours – de permettre au plus grand nombre d'avoir accès à une alimentation à bas prix. Du coup, la pression sur les prix au producteur a été constamment à la baisse, à tel point qu'aujourd'hui, la population agricole souffre de malnutrition, n'ayant pas la possibilité de vendre ses productions à un prix correcte et n'ayant, par voie de conséquence, pas les moyens d'accéder à une alimentation correcte. C'est là un des paradoxes de l'agriculture contemporaine. Mais à

* Le programme Lascaux est un programme européen entant dans le cadre du 7e PCRD - Programme spécifique "IDEES" – ERC (Conseil Européen de la Recherche) – *Grant agreement for Advanced Investigator Grant* (Sciences sociales, 2008). Il porte sur le nouveau droit agroalimentaire européen, examiné à l'aune des problématiques de la sécurité alimentaire, du développement durable et du commerce international. Il est dirigé par François Collart Dutilleul, professeur à l'Université de Nantes et membre de l'Institut universitaire de France (pour plus d'informations, consulter le site de Lascaux : <http://www.droit-aliments-terre.eu/>).

Les recherches menant aux présents résultats ont bénéficié d'un soutien financier du Centre européen de la recherche au titre du septième programme-cadre de la Communauté européenne (7e PC / 2007-2013) en vertu de la convention de subvention CER n° 230400.

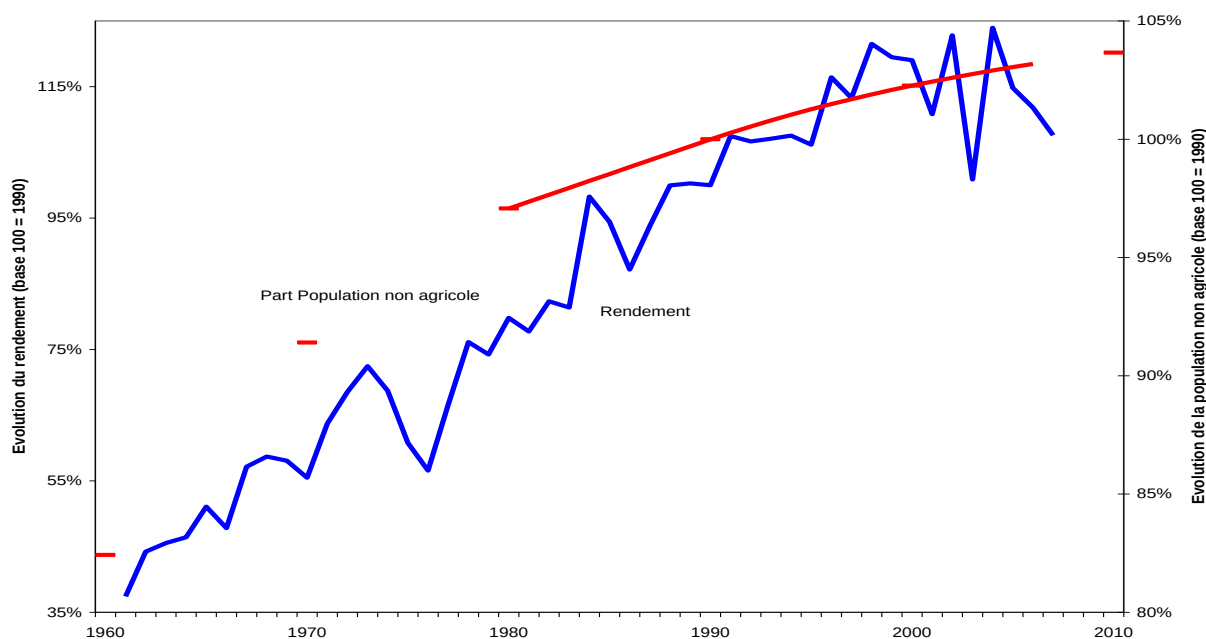
¹ Au sens de Marcel Mazoyer

² Id.

ce paradoxe, s'en ajoute un autre, « anti-économique » : les agriculteurs produisant des denrées alimentaires dont les prix baissent, augmentent les quantités produites pour contrebalancer cette baisse des prix alors que les modèles économiques « traditionnels » supposeraient un arrêt de l'activité « non rentable ». Ce second paradoxe s'explique en grande partie par les systèmes d'exploitation dans lesquels sont « installés » les agriculteurs. Il s'explique également par l'absence d'alternatives hors agriculture qui s'offrent à eux. En effet, dans les pays où des alternatives sont présentes, les agriculteurs quittent l'agriculture pour trouver un autre emploi (dans l'industrie par exemple, comme ouvriers) qui leur permet d'acheter l'alimentation dont ils ont besoin.

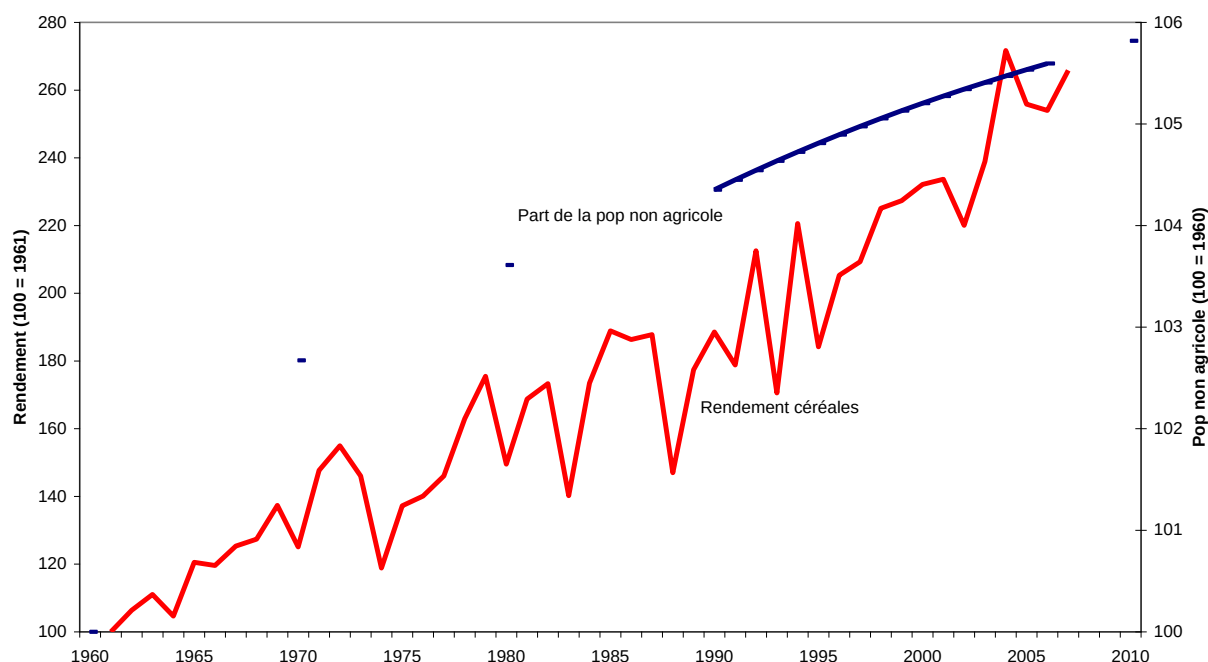
Cet exode vers des emplois se traduit également au niveau de l'agriculture : ceux qui restent ont plus de terre, moins de main d'œuvre et, dès lors qu'ils ont la possibilité d'accéder à des moyens de production supplémentaires (mécanisation, intrants), produisent plus.

On constate en effet qu'il semble exister une corrélation entre la part de la population non agricole et l'évolution des rendements : plus la part de la population non agricole augmente, plus les rendements agricoles augmentent. Ainsi, en France (**Graphique 1**), l'évolution du rendement céréalier semble fortement corrélée à l'évolution de la population non agricole, tout comme aux États-Unis (**Graphique 2**).



Graphique 1 :
Évolution de la population non agricole et du rendement céréalier en France 1960-2010
(Source FAO STAT)*

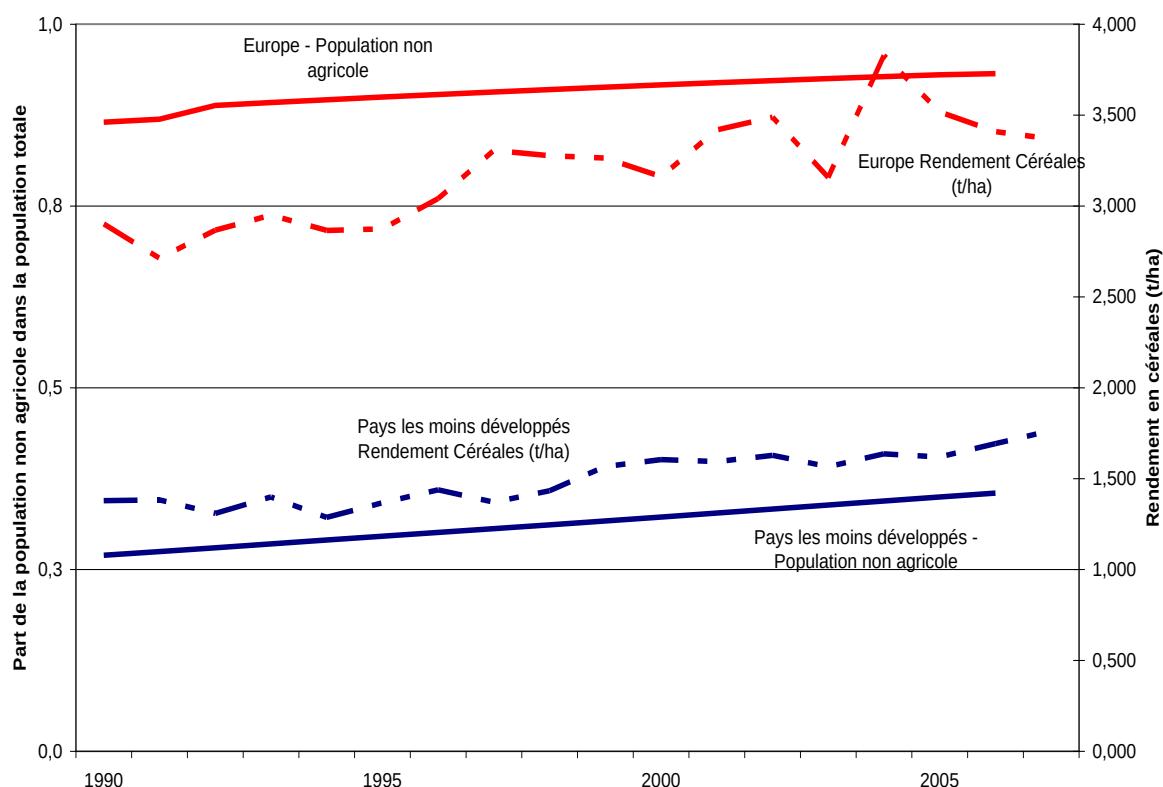
* Les séries Population ne sont pas présentes pour toutes les années, seules figurent les décennies de 1960 à 2010 et les données sont annuelles pour la France à partir de 1980 et à partir de 1990 pour les États-Unis.



Graphique 2 :
Évolution de la population non agricole et du rendement céréalier aux États-Unis 1960-2010
(Source FAO STAT)

Cette évolution pourrait se traduire de la manière suivante : moins il y a d'agriculteurs, plus ceux qui restent sont productifs. Les investissements marginaux apportent une plus value en terme de capacité de production. Cela ne signifie pas toutefois une amélioration du revenu des producteurs puisque, pendant cette période, les prix n'ont pas augmenté, voire ont baissé, tandis que les prix des intrants augmentaient. L'augmentation de la production, qui a découlé de l'augmentation du rendement céréalier a permis à ces pays de conduire, d'une part, une politique de bas prix des produits alimentaires et, d'autre part, des politiques d'exportation de produits agricoles. Notons toutefois que ces pays ont conduit, des années durant, une politique agricole fortement incitative garantissant des prix aux producteurs et facilitant, par la recherche notamment, l'accès massif à des intrants encourageant cette croissance du rendement.

Mais d'autres pays, du monde en développement, connaissent eux aussi ce même phénomène de réduction de la population agricole simultanée à une augmentation des rendements : le Bangladesh, le Mali, le Sénégal, le Népal ou encore le Cambodge présentent, au cours des deux dernières décennies des évolutions semblables (**Graphique 3**).



Graphique 3 :
Evolution de la part de la population non agricole et des rendements céréaliers
(source FAO STAT)

Que tirer de ces informations ? Elles nous apportent un troisième paradoxe : moins il y a d'agriculteurs, plus le rendement augmente !!! Il découle de ce « constat » plusieurs éléments pour l'avenir, partant de l'hypothèse d'une croissance de la population jusqu'à plus de 9 milliards dans 40 ans, avec une baisse de la part de la population agricole prévue à partir de 2015-2020 (source FAO STAT).

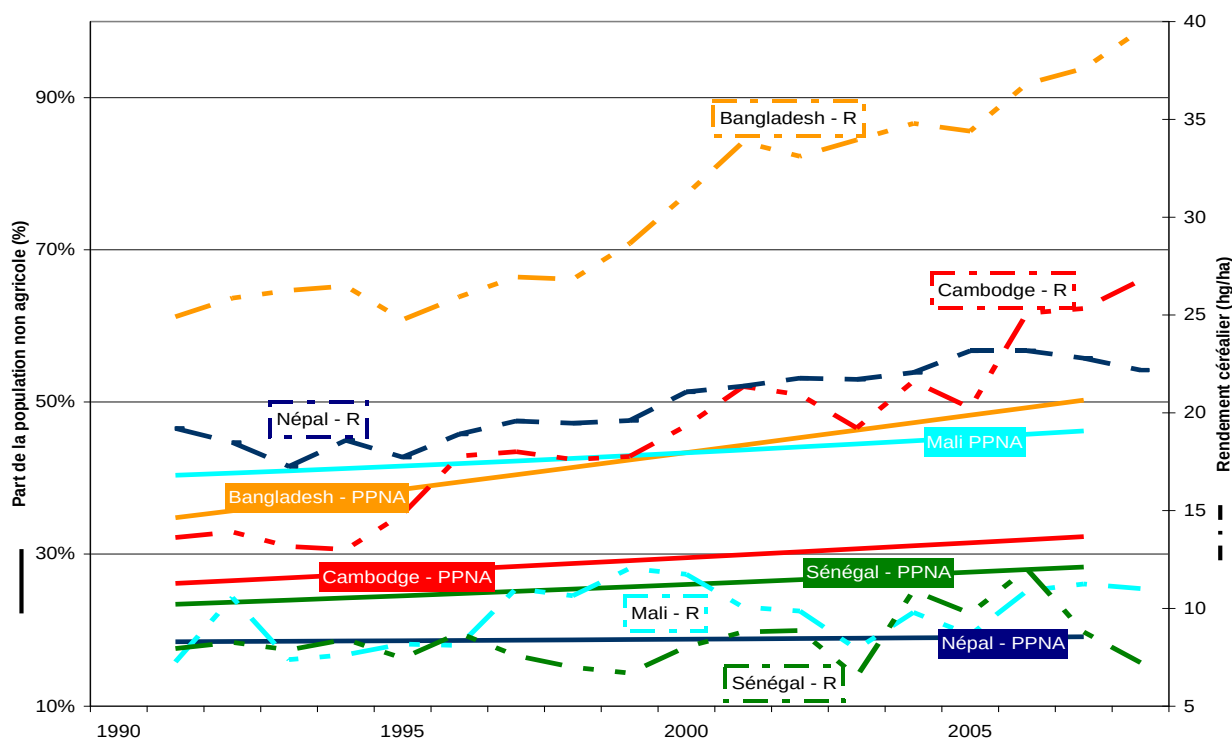
Cette évolution n'est possible que si :

1. des investissements massifs sont réalisés dans le secteur agricole pour favoriser l'accès des productions aux moyens de production (semences sélectionnées, engrais, matériel agricole, crédit agricole...) ³ et leur sécuriser, le cas échéant, l'accès au foncier et à l'eau.
2. Le pouvoir d'achat des agriculteurs est maintenu par une politique efficace de prix agricoles ; une politique relative au développement des infrastructures peut être envisagée pour favoriser l'écoulement de la production, et donc une baisse des coûts de transports
3. Un pouvoir d'achat des consommateurs est maintenu par des revenus de productions non agricoles, ce qui passe par le développement d'activités non agricoles, permettant de créer de l'activité et favorisant.

³ Même dans une optique de « révolution doublement verte » au sens de Michel Griffon, l'utilisation raisonnable d'intrants est préconisée

4. Ces productions non agricoles doivent contribuer à la production locale et non être le fruit de délocalisation ayant pour but de produire à bas salaire.

On arrive donc à la conclusion paradoxale suivante : pour développer l'agriculture de demain, il faut développer des politiques non agricoles !!! Les prévisions de croissance démographiques nous indiquent qu'il faudrait doubler la production alimentaire d'ici 2050. Le challenge est donc important.



Graphique 4 :
Évolution de la part de population non agricole et du rendement dans quelques pays en développement (Source FAO STAT)